

Élections au Burundi : la société civile s'inquiète du risque de violences

RFI, 19-05-2020 Au Burundi, la veille du triple scrutin de demain mercredi dont une présidentielle en l'absence du président sortant Pierre Nkurunziza, la société civile en exil tire la sonnette d'alarme. Elle dit craindre que le pays soit de nouveau le théâtre de violences post-électorales comme en 2010 et 2015 et en appelle à la responsabilité des forces de l'ordre et de la justice.

Dans le pays, la tension n'a cessé de monter entre les deux principales forces politiques du pays, le CNDD-FDD au pouvoir et son candidat le général Évariste Ndayishimiye, et le principal parti de l'opposition, le CNL représenté par Agathon Rwasa. Me Armel Niyongere s'est exprimé au nom de la dizaine d'organisation signataire de cette déclaration : « Nous avons voulu porter à la connaissance de l'opinion nationale et internationale de l'absence remarquable des conditions indispensables pour la tenue des élections crédibles et apaisées. Nous craignons des violences post-électorales comme en 2010 et après les élections de 2015 où les opposants ont été tués et ont subi des disparitions forcées de torture. Nous lançons un appel aux corps de défense et de sécurité, à l'appareil judiciaire, de se montrer neutres et impartiaux dans la gestion du processus en cours, particulièrement en assurant la protection des citoyens sans aucune discrimination et en évitant que les élections en cours ne soient une cause d'intensification de la persécution comme ce fut le cas en 2010 et en 2015. »

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});